

Committee on the Application of Standards

CAN/PV.CCL.2+Belarus

Commission de l'application des normes

12.06.25

Comisión de Aplicación de Normas

113th Session, Geneva, 2025

113^e session, Genève, 2025113.^a reunión, Ginebra, 2025

Warning: this document is a draft and may contain omissions or errors. It is made available solely for the purpose of verification and correction. Persons referred to in this document are not to be regarded as bound by statements attributed to them. The ILO declines all responsibility for any errors or omissions which this document may contain, or for any use which may be made of it by third parties.

Avertissement: ce document est un projet, qui peut comporter des omissions ou des erreurs et n'est rendu public qu'à des fins de vérification et de rectification. Les mentions contenues dans ce document provisoire n'engagent pas les personnes dont les propos sont rapportés. La responsabilité du BIT ne saurait être engagée à raison des éventuelles erreurs et omissions entachant ce document, ou de l'utilisation qui pourrait en être faite par des tiers.

Advertencia: el presente documento es un proyecto y puede contener omisiones o errores. Solo se publica a efectos de comprobación y rectificación. Las declaraciones que se atribuyen en el presente documento provisional a las personas citadas en él no comprometen su responsabilidad. La OIT queda exenta de toda responsabilidad respecto de cualquier error u omisión que pudiera figurar en el presente documento o que pudiera derivarse del uso del documento por terceros.

23^e séance, 12 juin 2025, 10 h 10**23th sitting, 12 June 2025, 10.10 a.m.****23.^a sesión, 12 de junio de 2025, 10.10 horas**

Président: M. Tabai
Chairperson: Mr Tabai
Presidente: Sr. Tabai

Président – Je suis ravi de vous retrouver ce matin pour l'ouverture de la 23^e séance de notre commission. Comme indiqué dans le programme de travail de notre commission, nous avons à l'ordre du jour les points suivants:

- l'adoption des conclusions concernant 11 cas individuels;
- l'adoption des conclusions de la séance spéciale consacrée au Bélarus; et
- l'adoption du projet de rapport général de notre commission.

Travaux de la commission

Président – Je me permets d’attirer votre attention sur le fait que la période d’amendements pour le PV.17 concernant l’examen du cas de la Malaisie pour la convention n° 98, le PV.18 concernant l’examen du cas du Népal pour la convention n° 98, le PV.19 concernant l’examen du cas de l’Ouzbékistan pour la convention n° 81 et la convention n° 29, le PV.20 concernant l’examen du cas de l’État plurinational de Bolivie pour les conventions n° 162 et n° 167, le PV.21 concernant l’examen du cas du Nicaragua pour la convention n° 169, le PV.22 concernant l’examen de l’Afghanistan pour la convention n° 111, le PV.23 concernant l’examen du cas du Panama pour la convention n° 122, le PV.24 concernant l’examen du cas de la République de Moldova pour la convention n° 98, le PV concernant l’adoption des conclusions concernant les 11 premiers cas examinés par la commission, et le PV concernant l’adoption du Résultat de la discussion de l’Étude d’ensemble, est terminée.

Ces procès-verbaux sont adoptés tels qu’amendés.

La commission a adopté les PV 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, PV conclusions CCL-1-11 et le PV-adoption des résultats de l’Étude d’ensemble.

Work of the Committee

PVs 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, CCL 1-11 and the Adoption of the outcome of the discussion of the General Survey, are adopted, as amended.

Trabajos de la Comisión

Las actas 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, las conclusiones CCL-1-11 y el acta-Adopción del resultado de la discusión del Estudio General fueron adoptados.

Discussion sur les cas individuels (suite)**Discussion of individual cases (cont.)****Discusión sobre los casos individuales (cont.)****Conclusions****Conclusions****Conclusiones**

Président – Nous allons donc procéder à l'adoption des conclusions pour les 11 cas individuels suivants:

- le Honduras sur la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948;
- la Guinée-Bissau sur la convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928;
- la Hongrie sur la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948;
- la République islamique d'Iran sur la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958;
- l'Iraq sur la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948;
- la Malaisie sur la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949;
- le Népal sur la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949;
- l'Ouzbékistan sur la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 et la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969;

- l'État plurinational de Bolivie sur la convention (n° 162) sur l'amiante, 1986, et la convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988;
- le Panama sur la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964;
- la République de Moldova sur la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949;

Après l'adoption de ces 11 conclusions, nous adopterons les conclusions relatives à la séance spéciale Bélarus.

Je vais lire les conclusions en français. Veuillez noter que le texte des conclusions sera affiché sur les écrans de la salle dans la langue du pays concerné.

Une fois les conclusions adoptées par la commission, le représentant du gouvernement concerné pourra prendre la parole, pour une durée maximale de trois minutes. Il ne s'agit pas de réouvrir le débat. Cette déclaration sera dûment reflétée dans les procès-verbaux.

Je me permets de vous rappeler que vous devez envoyer votre déclaration par courrier électronique à l'adresse suivante: can-interpret@ilo.org afin de faciliter le travail des interprètes. Je voudrais également insister sur le fait qu'il est important que les délégués parlent à une vitesse raisonnable lorsqu'ils font leur déclaration.

Je vais maintenant lire les projets de conclusions sur les 11 cas concernés.

Le premier cas concerne le Honduras et porte sur l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948.

Honduras (ratification: 1956)

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des informations orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a fait part de sa profonde préoccupation face aux assassinats de dirigeants syndicaux et au retard accumulé dans les enquêtes et les poursuites judiciaires. Elle a également souligné la nécessité de prendre d'urgence des mesures pour renforcer le dialogue social institutionnel. La commission a estimé que ce cas était urgent et grave.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission a instamment prié le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux:

- de garantir l'application de la convention, en droit et dans la pratique, grâce à un dialogue social exempt de violence et d'intimidation; de renforcer le dialogue social, y compris les méthodes de consultation des organisations de travailleurs et d'employeurs, en garantissant leur indépendance et leur autonomie, en droit et dans la pratique;
- de prendre des mesures législatives et des réformes du Code du travail, en pleine consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, en tenant compte des recommandations des organes de contrôle de l'OIT, pour assurer la pleine conformité de la législation et de la pratique nationales avec la convention, et d'y apporter un soutien budgétaire;
- de réactiver le Conseil économique et social, de même que ses commissions techniques, et de veiller à ce qu'ils bénéficient d'un soutien financier et de crédits budgétaires suffisants;
- de structurer et de rendre effective la participation des organisations les plus représentatives de travailleurs et d'employeurs au Conseil national pour la protection des défenseurs et défenseuses des droits humains;

- de veiller à ce que le Comité sectoriel chargé du traitement des différends soumis à l'OIT (MEPCOIT) reprenne ses activités régulièrement;
- de veiller à ce que la Commission sur la violence antisyndicale puisse pleinement exercer son mandat, engager sans délai des enquêtes indépendantes ainsi que des poursuites contre les auteurs d'actes criminels visant des dirigeants syndicaux, et de fournir à la commission d'experts des informations actualisées concernant le nombre d'enquêtes et de poursuites engagées, les condamnations prononcées et les sanctions appliquées.

La commission a prié instamment le gouvernement de se prévaloir sans délai de l'assistance technique du Bureau pour assurer le plein respect de la convention, en droit et dans la pratique.

La commission a prié le gouvernement de soumettre un rapport détaillé à la commission d'experts d'ici au 1^{er} septembre 2025, en y incluant des informations sur l'application de la convention, en droit et dans la pratique.

Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87)

The Committee took note of the oral information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee expressed deep concern over the murders of union leaders and the delayed investigations and prosecutions thereof. The Committee also expressed the need for urgent action to strengthen institutional social dialogue. The Committee considered this case urgent and serious.

Taking the discussion into account, the Committee urged the Government, in consultation with the social partners, to:

- ensure the implementation of the Convention in law and practice through social dialogue free from violence and intimidation; strengthen social dialogue, including the machinery for consultations with workers' and employers' organizations, by ensuring their independence and autonomy in law and practice;
- initiate legislative measures and reforms to the Labour Law Code, in full consultation with the most representative employers' and workers' organizations, considering the recommendations of the ILO supervisory bodies, to guarantee the full compliance of national law and practice with the Convention and to provide budgetary support;
- reactivate the Economic and Social Council and its technical committees and ensure there is adequate financial support and budgetary allocation;
- institutionalize and make effective the participation of the most representative worker's and employer's organization in the National Council for the Protection of Human Rights Defenders;
- ensure that the Conflict Prevention Mechanism before the ILO (MEPCOIT) resumes its activities regularly;
- ensure that the Committee on Anti-Union Violence can perform its role and conduct, without delay, independent investigations and proceedings against perpetrators of criminal acts against trade union leaders and provide up to date information on the number of investigations, prosecutions, convictions and penalties imposed to the Committee of Experts.

The Committee urged the Government to avail itself, without delay, of technical assistance from the Office to ensure compliance with the Convention in law and practice.

The Committee requested the Government to submit a detailed report to the Committee of Experts with information on the application of the Convention in law and practice by 1 September 2025.

Convenio sobre la libertad sindical y la protección del derecho de sindicación, 1948 (núm. 87)

La Comisión tomó nota de la información oral proporcionada por el Gobierno y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión expresó su profunda preocupación por los asesinatos de dirigentes sindicales y por el retraso de las investigaciones y de las acciones judiciales al respecto. La Comisión indicó asimismo la necesidad de medidas urgentes para fortalecer el diálogo social institucional. La Comisión consideró este caso urgente y grave.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión instó al Gobierno a que, en consulta con los interlocutores sociales, tome medidas para:

- velar por la aplicación del Convenio en la legislación y en la práctica a través del diálogo social libre de violencia e intimidación; fortalecer el diálogo social, incluidos los mecanismos de consulta con las organizaciones de trabajadores y de empleadores, garantizando su independencia y autonomía en la legislación y en la práctica;
- adoptar medidas legislativas y emprender reformas del Código del Trabajo, en plena consulta con las organizaciones más representativas de empleadores y de trabajadores, teniendo en cuenta las recomendaciones de los órganos de control de la OIT, a fin de garantizar el pleno cumplimiento de la legislación y la práctica nacionales con el Convenio, y de prestar apoyo presupuestario;
- reactivar el Consejo Económico y Social y sus comités técnicos, y garantizar que el apoyo financiero y la asignación presupuestaria sean adecuados;

- institucionalizar y hacer efectiva la participación de las organizaciones más representativas de trabajadores y de empleadores en el Consejo Nacional de Protección para las y los Defensores de Derechos Humanos;
- garantizar que la Mesa Sectorial para la Prevención de Conflictos ante la Organización Internacional del Trabajo (MEPCOIT) reanude sus actividades regularmente;
- garantizar que la Comisión de Violencia Antisindical pueda desempeñar su función y llevar a cabo, sin demora, investigaciones y procedimientos independientes contra los autores de actos delictivos contra los dirigentes sindicales, y proporcionar asimismo información actualizada a la Comisión de Expertos sobre el número de investigaciones, enjuiciamientos, condenas y sanciones impuestas.

La Comisión instó al Gobierno a que recurriera, sin demora, a la asistencia técnica de la Oficina, a fin de garantizar el cumplimiento del Convenio en la legislación y en la práctica.

La Comisión pidió al Gobierno que presentara, antes del 1 de septiembre de 2025, una memoria detallada a la Comisión de Expertos con información sobre la aplicación del Convenio en la legislación y en la práctica.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne maintenant la parole à l'honorable représentant du gouvernement du Honduras, M. Jimmy Eduardo Bermúdez Perdomo, pour sa déclaration.

Representante gubernamental - Honduras reitera su firme compromiso con la promoción del trabajo decente y la protección de los derechos laborales a la luz del convenio.

Tomamos nota de las observaciones de la Comisión respecto a la discusión de nuestro caso, las cuales serán analizadas cuidadosamente a la luz de nuestro contexto nacional y en consonancia con las reformas que ya han comenzado a gestarse bajo el liderazgo de la Presidenta Iris Xiomara Castro. El Gobierno de Honduras reitera su condena a toda forma de violencia antisindical y reafirma su determinación de combatir la impunidad, garantizando el derecho a la libertad sindical y la protección efectiva de quienes ejercen el derecho a la defensa de los derechos laborales.

Honduras toma nota de las recomendaciones referidas en lo referente al Consejo Nacional de Protección para las y los Defensores de Derechos Humanos. Y, al respecto, reiteramos que se cuenta con una legislación y una estructura institucional que permite no solo reconocer a líderes sindicales como defensores de derechos humanos, sino también garantizar el acceso a medidas de protección por parte de su mecanismo, cerrando así cualquier brecha en la protección de derechos humanos.

Asimismo, en referencia a las reformas del Código del Trabajo, continuaremos trabajando en coordinación con los trabajadores y empleadores para emprender las reformas necesarias que garanticen la protección de la libertad sindical y el derecho de sindicación en Honduras. No obstante, deseamos recordar que, como fue expresado en esta sala y en la información que se compartió previamente, el Gobierno considera fundamental que exista un consenso tripartito de cara a las reformas legislativas recomendadas por esta instancia. Honduras está comprometido con las consultas exhaustivas que garanticen, de las mejores formas, que nuestra legislación nacional cuente con una opinión favorable de todos los actores en consultas tripartitas.

Finalmente, reiteramos la importancia de la asistencia técnica otorgada por la Oficina, con el fin de continuar avanzando hacia la protección de los derechos de las y los trabajadores hondureños, y señalamos la importancia de que esta Comisión se apegue estrictamente a criterios objetivos, imparciales y fieles a lo discutido en esta sala y la información que de manera oportuna hemos proporcionado a lo largo del tiempo. Honduras está lista para continuar trabajando con el apoyo de esta Organización y en conjunto con las organizaciones sindicales y de empleadores en referencia al origen de este caso, que son asesinatos contra líderes sindicales por el ejercicio de la defensa de los derechos laborales, civiles y políticos. Expresamos todo nuestro compromiso y determinación, y agradecemos cualquier apoyo de asistencia técnica que la Oficina y otros países amigos nos puedan otorgar.

Président – Le deuxième cas concerne la Guinée-Bissau et porte sur l'application de la convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928.

Guinée-Bissau (ratification: 1977)

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

La commission a pris note des informations orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a déploré qu'aucune mesure n'ait été prise pour remédier à la situation, deux ans après que des préoccupations ont été formulées concernant les attaques violentes et les actes d'intimidation visant les syndicats indépendants, lesquelles nuisent au respect des obligations ainsi qu'à la portée des consultations prévues par la convention.

Compte tenu de la discussion, la commission a prié le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux, de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour:

- garantir l'indépendance immédiate des syndicats afin de leur permettre de représenter véritablement et efficacement leurs membres;
- revoir sans tarder le salaire minimum des secteurs public et privé conformément à la convention;
- mettre en place un mécanisme de fixation du salaire minimum afin de fixer et de mettre régulièrement à jour le salaire minimum;
- renforcer le dialogue social, y compris le mécanisme de consultation avec les organisations de travailleurs et d'employeurs, en garantissant leur indépendance et leur autonomie en droit et dans la pratique;
- fournir des informations statistiques détaillées et d'autres informations sur les mesures prises à cet égard, y compris sur les consultations tripartites relatives au salaire minimum qui ont eu lieu.

La commission a prié le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT et de soumettre un rapport détaillé sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations susmentionnées d'ici au 1^{er} septembre 2025.

Minimum Wage-Fixing Machinery Convention, 1928 (No. 26)

The Committee took note of the oral information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee deplored the fact that two years after concerns were raised regarding violent attacks against and intimidation of the independent trade unions, nothing has been done to address those concerns, noting that such attacks undermine the obligation and meaning of consultations under the Convention.

Taking into account the discussion, the Committee requested the Government, in consultation with the social partners, to take effective and time-bound measures to:

- Guarantee, without further delay, the independence of the trade unions to enable them genuinely and effectively to represent their members;
- review the minimum wage for both the public and private sectors without further delay in accordance with the Convention;
- establish the minimum wage fixing machinery in order to fix and update the minimum wage on a regular basis;
- strengthen social dialogue, including the machinery for consultations with workers' and employers' organizations, by ensuring their independence and autonomy in law and practice;
- provide detailed statistical and other information on the measures taken in this regard, including on the tripartite consultations that have taken place on the minimum wage.

The Committee requested the Government to avail itself of technical assistance from the ILO and to provide a detailed report on the measures taken to implement the above recommendations in line with the Convention by 1 September 2025.

Convenio sobre los métodos para la fijación de salarios mínimos, 1928 (núm. 26)

La Comisión tomó nota de la información oral proporcionada por el Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión deploró el hecho de que dos años después de que se plantearan las preocupaciones relativas a los ataques violentos y los actos de intimidación contra los sindicatos independientes, no se haya hecho nada para abordar dichas preocupaciones,

señalando que dichos ataques socavan la obligación y el significado de las consultas en virtud del Convenio.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión pidió al Gobierno que adopte, en consulta con los interlocutores sociales, medidas efectivas y con plazos definidos para:

- garantizar, sin más demora, la independencia de los sindicatos para que puedan representar real y eficazmente a sus miembros;
- revisar, sin más demora, el salario mínimo tanto para el sector público como para el privado, de conformidad con el Convenio;
- definir los métodos para fijar los salarios mínimos con miras a fijar y actualizar periódicamente el salario mínimo;
- reforzar el diálogo social, incluidos los métodos de consulta con las organizaciones de trabajadores y empleadores, garantizando su independencia y autonomía en la legislación y en la práctica;
- proporcionar información estadística detallada y de cualquier otro tipo sobre las medidas adoptadas a este respecto, incluidas las consultas tripartitas que se hayan celebrado sobre el salario mínimo.

La Comisión pidió al Gobierno que recurriera a la asistencia técnica de la OIT y que presentara una memoria detallada sobre las medidas adoptadas para aplicar las recomendaciones mencionadas de conformidad con el Convenio antes del 1 de septiembre de 2025.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – J'invite l'honorable représentant du gouvernement de la Guinée-Bissau, s'il souhaite prendre la parole. Je constate que le représentant du gouvernement n'est pas dans la salle, passons au prochain cas.

Le troisième cas concerne la Hongrie et porte sur l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948.

Hongrie (ratification: 1957)

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a noté avec préoccupation les restrictions, en droit et dans la pratique, imposées au droit des organisations de travailleurs et d'employeurs d'organiser leur gestion et leur activité, et de promouvoir et défendre les intérêts de leurs membres, conformément à la convention.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission a instamment prié le gouvernement:

- **de prendre des mesures, en consultation avec les partenaires sociaux, pour garantir que les articles 8 et 9 du Code du travail n'entravent ni ne compromettent les droits fondamentaux prévus par la convention, y compris le droit des organisations de travailleurs de défendre les intérêts professionnels de leurs membres;**
- **d'entamer des consultations avec les organisations représentatives de travailleurs et d'employeurs pour évaluer la nécessité de simplifier, en droit et dans la pratique, les**

conditions d'enregistrement des organisations, ainsi que les exigences relatives à leur siège;

- en consultation avec les partenaires sociaux, de lever les obstacles à l'enregistrement dans la pratique et fournir des données sur: le nombre d'organisations enregistrées et le nombre d'organisations dont l'enregistrement a été refusé ou retardé pour la période 2021-2025, y compris des détails sur les motifs des refus d'enregistrement, afin de répondre aux allégations et de fournir des informations sur le type d'enquête menée par les procureurs; et les résultats des discussions relatives aux cotisations syndicales menées au sein du Forum consultatif permanent du secteur concurrentiel.

La commission a demandé au gouvernement de faire rapport à la commission d'experts de tout progrès accompli dans la mise en œuvre des recommandations susmentionnées, d'ici au 1^{er} septembre 2025.

Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee noted with concern the restrictions in law and practice regarding the right of workers' and employers' organizations to organize their administration and activities, as well as to further and defend the interests of their members in line with the Convention.

Taking the discussion into account, the Committee urged the Government:

- in consultation with the social partners, to take measures to guarantee that sections 8 and 9 of the Labour Code do not impede or impair the fundamental rights provided by the Convention, including the right of workers' organizations to defend the occupational interests of their members;

- to engage in consultations with representative workers' and employers' organizations to assess the need to simplify the registration requirements in law and practice, as well as those relating to their headquarters; and
- in consultation with the social partners, to address the obstacles to the registration in practice and provide data on: the number of registered organizations and the number of organizations denied or delayed registration, including details on the grounds for refusal of registration for the period 2021-2025, to respond to the allegations and to provide information on the type of inquiries conducted by prosecutors; and, on the outcome of the discussions on union membership fees within the Permanent Consultative Forum of the Competitive Sector.

The Committee requested the Government to report any progress to the Committee of Experts on the measures taken to implement the above recommendations by 1 September 2025.

Convenio sobre la libertad sindical y la protección del derecho de sindicación, 1948 (núm. 87)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión tomó nota con preocupación de las restricciones jurídicas y prácticas relativas al derecho de las organizaciones de trabajadores y de empleadores de organizar su administración y sus actividades, así como de seguir defendiendo los intereses de sus miembros en consonancia con el Convenio.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión instó al Gobierno a que:

- en consulta con los interlocutores sociales, adopte medidas para garantizar que los artículos 8 y 9 del Código del Trabajo no obstaculicen ni menoscaben los derechos

fundamentales previstos en el Convenio, incluido el derecho de las organizaciones de trabajadores de defender los intereses profesionales de sus miembros;

- celebre consultas con las organizaciones representativas de trabajadores y de empleadores para evaluar la necesidad de simplificar los requisitos de registro en la legislación y en la práctica, así como los relativos a sus sedes, y
- en consulta con los interlocutores sociales, aborde los obstáculos para el registro en la práctica y proporcione datos sobre: el número de organizaciones registradas y el número de organizaciones a las que se denegó o retrasó el registro, incluyendo detalles sobre los motivos para la denegación del registro para el periodo 2021-2025, a efectos de responder a los alegatos y de comunicar información acerca del tipo de investigaciones realizadas por los fiscales, y sobre el resultado de las discusiones relativas a las cuotas de afiliación sindical, en el Foro Consultivo Permanente del Sector Competitivo.

La Comisión pidió al Gobierno que informara a la Comisión de Expertos sobre todo progreso realizado en las medidas adoptadas para la aplicación de las mencionadas recomendaciones, antes del 1 de septiembre de 2025.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – J'invite l'honorable représentante du gouvernement de la Hongrie, M^{me} Eniko Gergácz, à prendre la parole.

Government representative – We take note of the conclusions of the Committee. We reaffirm that Hungary remains firmly committed to the full implementation of the Convention, to fulfilling its duties as a Member of the ILO, and that we are open to constructive dialogue with the social partners at national level. The Government considers effective social dialogue at the national, sectoral and enterprise levels to be a key element of the world of work.

Président – Le quatrième cas concerne la République islamique d'Iran et porte sur l'application de la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958.

République islamique d'Iran (ratification: 1964)

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a exprimé sa profonde préoccupation face aux cas de discrimination, de violence à l'égard de manifestants et de répression systématique par l'État. Elle a rappelé qu'éliminer la discrimination n'est possible que dans un environnement propice au libre exercice des libertés publiques.

Tenant compte de la discussion, la commission a prié instamment le gouvernement de prendre, en concertation avec les partenaires sociaux, des mesures efficaces et assorties de délais pour:

- **initier des mesures législatives, après consultation des partenaires sociaux, en tenant compte des recommandations des organes de contrôle de l'OIT, en vue de réviser la législation (notamment le «Projet de loi visant à soutenir la famille en promouvant la culture de la chasteté et du hijab»; le «Projet de plan intégré pour la population et**

l'excellence de la famille», projet n° 264; et l'article 1117 du Code civil iranien) et la pratique nationale, en conformité avec la convention;

- mettre en œuvre, en droit et dans la pratique, des mécanismes et des mesures visant à la protection contre la discrimination fondée sur la religion, l'appartenance ethnique, l'opinion politique et l'origine sociale, couvrant tous les aspects de l'emploi et de la profession, et s'attaquant à toutes les formes de harcèlement sexuel sur le lieu de travail;
- garantir que les mesures liées à la sécurité de l'État et à l'utilisation de la loi relative à la sécurité nationale dans le contexte de l'exercice des libertés publiques (y compris en ce qui concerne les circonstances de la mort de Mahsa Amini) sont conformes à la convention;
- fournir des informations statistiques détaillées sur la situation actuelle en matière d'égalité de traitement dans l'emploi, y compris les sanctions appliquées et les recours disponibles, ainsi que les difficultés rencontrées.

La commission a prié instamment le gouvernement de se prévaloir sans délai de l'assistance technique du Bureau en vue d'assurer la conformité avec la convention en droit et dans la pratique.

La commission a prié le gouvernement de fournir un rapport détaillé sur les mesures prises et les progrès accomplis concernant toutes les questions susmentionnées, et de transmettre tous les textes législatifs pertinents à la commission d'experts avant le 1^{er} septembre 2025.

Discrimination (Employment and Occupation) Convention, 1958 (No. 111)

The Committee took note of the oral and written information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee expressed deep concern over the cases of discrimination, violence against protesters and the systematic state repression. It recalled that eliminating discrimination could only be achieved within an environment conducive to the free exercise of civil liberties.

Taking the discussion into account, the Committee urged the Government to take effective and time bound measures to:

- initiate legislative measures after consultation with the social partners, considering the recommendations of the ILO supervisory bodies, to review national law (including the draft law Bill to “Support the Family by Promoting the Culture of Chastity and Hijab”, the “Comprehensive Population and Family Excellence Plan,” Bill No 264, and Article 1117 of the Iranian Civil Code) and practice in line with the Convention;
- implement, both in law and in practice, mechanisms and measures focused on protection against discrimination based on religion, ethnicity, political opinion, and social origin, covering all aspects of employment and occupation and on addressing all forms of sexual harassment in the workplace;
- ensure that measures related to state security and the use of national security laws in the context of the exercise of civil liberties (including the circumstances of Mahsa Amini’s death) are in line with the Convention;
- provide detailed information on statistical data regarding the current situation on equal treatment in employment, including sanctions and remedies applied, and challenges encountered.

The Committee urged the Government to avail itself, without delay, of technical assistance from the Office to ensure compliance with the Convention in law and practice.

The Committee requested the Government to provide a detailed report on measures taken and progress made on all of the above issues and to transmit all relevant legislative texts to the Committee of Experts by 1 September 2025.

Convenio sobre la discriminación (empleo y ocupación), 1958 (núm. 111)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión expresó su profunda preocupación por los casos de discriminación, la violencia contra los manifestantes y la represión estatal sistemática. Recordó que la eliminación de la discriminación solo puede lograrse en un entorno que propicie el libre ejercicio de las libertades civiles.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión instó al Gobierno a que adoptara medidas efectivas y en un plazo determinado para:

- iniciar acciones legislativas, previa consulta con los interlocutores sociales y teniendo en cuenta las recomendaciones de los órganos de control de la OIT, para revisar la legislación (en particular el «Proyecto de Ley para Apoyar a la Familia mediante la Promoción de la Cultura de la Castidad y el Hiyab»; el «plan integral de excelencia de la población y la familia», proyecto de ley núm. 264; y el artículo 1117 del Código Civil del Irán) y la práctica nacionales en consonancia con el Convenio;
- establecer, tanto en la legislación como en la práctica, mecanismos y medidas centrados en la protección frente a la discriminación basada en motivos de religión, etnia, opinión política y origen social, que abarquen todos los aspectos del empleo y la ocupación, y en abordar todas las formas de acoso sexual en el lugar de trabajo;
- garantizar que las medidas relacionadas con la seguridad del Estado y el recurso a las leyes de seguridad nacional en el contexto del ejercicio de las libertades civiles (en

particular en lo referente a las circunstancias que rodean la muerte de Mahsa Amini) se ajusten al Convenio;

- proporcionar información detallada sobre los datos estadísticos relativos a la situación actual en materia de igualdad de trato en el empleo, incluyendo las sanciones que se aplican y las vías de recurso disponibles, así como los problemas detectados.

La Comisión instó al Gobierno a que recurriera, sin demora, a la asistencia técnica de la Oficina para garantizar el cumplimiento del Convenio en la legislación y en la práctica.

La Comisión pidió al Gobierno que proporcionara una memoria detallada sobre las medidas adoptadas y los progresos realizados en relación con todas las cuestiones mencionadas, y que transmitiera todos los textos legislativos pertinentes a la Comisión de Expertos antes del 1 de septiembre de 2025.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne maintenant la parole à l'honorable représentante du gouvernement de la République islamique d'Iran, M^{me} Marjaneh Soltani.

Government representative – The Government, while expressing gratitude to the esteemed Committee for its attention to one of the principles explicitly stated in the Constitution of the Islamic Republic of Iran, namely the compliance with justice in all aspects mentioned in the Convention, once again declares that, according to the report of the ILO,

which visited Iran in 2014, and its field observations, there is no systematic discrimination based on laws and regulations in Iran.

The Government has consistently endeavoured to facilitate women's employment through various initiatives. The high presence of women – 64 per cent – in the country's universities serves as evidence of this commitment.

At a time of presenting this report to the Committee, several different projects focusing on supporting and empowering women and encouraging their participation in the labour market are being implemented in collaboration with the UN agencies such as UNFPA, UNICEF and UNDP, alongside the Ministry of Cooperatives, Labour and Social Welfare.

These initiatives are being carried out in different provinces, each with diverse ethnic and religious communities. Regarding the Youth Population Law, as stated in the report, no discrimination is observed in the text of this Law, which the Committee can verify.

Finally, while expressing appreciation for the Committee's dedication to providing technical assistance to the Islamic Republic of Iran, the Government reaffirms, as mentioned in a meeting between the Minister of Cooperative, Labour and Social Welfare and the Director-General yesterday, that receiving technical assistance from the ILO has always been a request of the Government to address any shortcomings, ambiguities or issues in implementing international labour standards.

As highlighted in the message of the Director-General to the 112th Conference last year, providing technical assistance to Member States is one of the best and most appropriate tools for ensuring compliance with international labour standards and implementing the Conventions and Recommendations.

In this regard the Islamic Republic of Iran requests that the Committee, through the provision of technical assistance, closely observes the implementation of the Convention in

Iran and help fill the gap caused by the absence of specialized experts over the past several years.

Président – Le cinquième cas concerne l'Iraq et porte sur l'application de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948.

Iraq (ratification: 2018)

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a pris note avec préoccupation des actions menées contre les représentants d'organisations de travailleurs et d'employeurs. La commission a également pris note des réformes législatives en cours qui peuvent prévenir les actes d'intimidation à l'encontre des partenaires sociaux.

Tenant compte de la discussion, la commission a prié instamment le gouvernement de prendre, en consultation avec les partenaires sociaux, des mesures efficaces et assorties de délais pour:

- **achever les réformes législatives en cours, garantir un environnement propice à la liberté syndicale et veiller à ce que des mesures dissuasives soient prises à l'égard de ceux qui enfreignent la loi; et**
- **fournir des informations détaillées sur les recours présentés devant les tribunaux nationaux et impliquant les dirigeants et les représentants des fédérations syndicales indépendantes, et leurs résultats.**

La commission a prié le gouvernement de continuer à se prévaloir de l'assistance technique du BIT pour mettre en œuvre efficacement toutes les recommandations de la commission.

La commission a en outre prié le gouvernement de fournir un rapport détaillé sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations susmentionnées, en conformité avec la convention, avant le 1^{er} septembre 2025.

Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee took note with concern of actions against representatives of workers and employers' organizations. The Committee also took note of the ongoing legislative reforms that can prevent acts of intimidation against social partners.

Taking into account the discussion, the Committee urged the Government to take, in consultation with the social partners, effective and time-bound measures to:

- Conclude the ongoing legislative reforms, ensure an environment conducive to freedom of association and ensure that there are dissuasive actions against those violating the law; and
- Provide detailed information on the cases and respective results presented before national courts against the leaders and representatives of the independent trade union federations.

The Committee requested the Government to continue to avail itself of ILO technical assistance to effectively implement all of the Committee's recommendations.

The Committee further requested the Government to provide a detailed report on the measures taken to implement the above recommendations in line with the Convention by 1 September 2025.

Convenio sobre la libertad sindical y la protección del derecho de sindicación, 1948 (núm. 87)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión tomó nota con preocupación de las medidas adoptadas contra los representantes de las organizaciones de trabajadores y de empleadores. La Comisión tomó nota asimismo de las reformas legislativas en curso que pueden impedir los actos de intimidación contra los interlocutores sociales.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión instó al Gobierno a adoptar, en consulta con los interlocutores sociales, medidas efectivas y en un plazo determinado para:

- concluir las reformas legislativas en curso, garantizar un entorno propicio para la libertad sindical, y velar por que se adopten medidas disuasorias contra las personas que infringen la ley, y
- proporcionar información detallada sobre los casos, y sus resultados, presentados ante los tribunales nacionales contra los dirigentes y los representantes de federaciones sindicales independientes.

La Comisión pidió al Gobierno que continuara recurriendo a la asistencia técnica de la OIT a fin de aplicar efectivamente todas las recomendaciones de la Comisión.

La Comisión pidió asimismo al Gobierno que presentara, antes del 1 de septiembre de 2025, una memoria detallada sobre las medidas adoptadas para aplicar las recomendaciones arriba mencionadas, en consonancia con el Convenio.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Interpretation de l'arabe: Président – Je donne maintenant la parole à l'honorable représentant du gouvernement de l'Iraq, M. Sabah Al-Janaby.

Interpretation from Arabic: Government representative – Let me start by expressing our satisfaction at the way you have conducted the work of this Committee. We have taken note of all the recommendations and the conclusions. We would like to assure you of our commitment to fulfil these requirements and that we will provide the required information by 1 September 2025.

Président – Le sixième cas concerne la Malaisie et porte sur l'application de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949.

Malaisie (ratification: 1961)

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a pris note avec préoccupation de la persistance de lacunes en ce qui concerne la protection contre la discrimination antisyndicale, les procédures de reconnaissance interminables et la nécessité de promouvoir le développement et l'utilisation les plus larges de la négociation collective.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission a prié instamment le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux, de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour:

- supprimer les derniers obstacles juridiques et pratiques à la négociation collective et promouvoir le développement de celle-ci;
- garantir une protection efficace contre les actes de discrimination antisyndicale en appliquant des sanctions dissuasives, et le droit à l'accès à la justice et à réparation pour les victimes de discrimination antisyndicale;
- réexaminer les procédures de reconnaissance pour la négociation collective, dotées de garanties raisonnables et adéquates pour prévenir l'ingérence, en simplifiant et en accélérant les procédures administratives et judiciaires;
- permettre la mise en place d'une procédure de négociation collective pour les fonctionnaires qui ne sont pas commis à l'administration de l'État.

La commission a prié le gouvernement d'accepter une mission consultative technique du BIT avant la prochaine session de la Conférence.

La commission a également prié le gouvernement de fournir un rapport à la commission d'experts sur tout progrès accompli concernant les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations susmentionnées, conformément à la convention, d'ici au 1^{er} septembre 2025.

Right to Organise and Collective Bargaining Convention, 1949 (No. 98)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee noted with concern that gaps remained in the protection against anti-union discrimination, lengthy recognition procedures and the need to promote the full development and utilization of collective bargaining.

Taking the discussion into account, the Committee urged the Government, in consultation with the social partners, to take effective and time-bound measures to:

- remove all the remaining legal and practical obstacles to collective bargaining and to promote its development;
- ensure effective protection against acts of anti-union discrimination with dissuasive sanctions, and that victims of anti-union discrimination have the right to access justice and remedy;
- review recognition procedures for collective bargaining, with reasonable and adequate safeguards to prevent interference, simplifying and expediting the administrative and judicial processes; and,
- enable collective bargaining machinery for public servants who are not engaged in the administration of the State.

The Committee requested the Government to accept a technical advisory mission of the ILO before the next session of the Conference.

The Committee also requested the Government to report any progress to the Committee of Experts on the measures taken to implement the above recommendations in line with the Convention by 1 September 2025.

Convenio sobre el derecho de sindicación y de negociación colectiva, 1949 (núm. 98)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión observó con preocupación que seguían existiendo deficiencias en la protección contra la discriminación antisindical, procedimientos de reconocimiento largos y la necesidad de promover la utilización y el desarrollo plenos de la negociación colectiva.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión instó al Gobierno a que, en consulta con los interlocutores sociales, adoptara medidas efectivas y en un plazo determinado para:

- suprimir todos los obstáculos legislativos y prácticos a la negociación colectiva que subsisten y promover el desarrollo de esta;
- garantizar una protección eficaz frente a los actos de discriminación antisindical mediante sanciones disuasorias, y que las víctimas de discriminación antisindical tengan derecho a acceder a la justicia y a medidas correctivas;
- revisar los procedimientos de reconocimiento de la negociación colectiva, con salvaguardias razonables y adecuadas para evitar la injerencia, simplificando y agilizando los procesos administrativos y judiciales;
- permitir mecanismos de negociación colectiva para los funcionarios públicos no adscritos a la administración del Estado.

La Comisión solicitó al Gobierno que aceptara una misión de asesoramiento técnico de la OIT antes de la próxima reunión de la Conferencia.

Asimismo, la Comisión pidió al Gobierno que informara a la Comisión de Expertos, antes del 1 de septiembre de 2025, de todo progreso realizado en relación con las medidas adoptadas para aplicar las recomendaciones anteriores, de conformidad con el Convenio.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – J’invite le distingué représentant du gouvernement de la Malaisie, M. Raja Mohd Nizam Kamarulbahrin, à prendre la parole.

Government representative – The Government extends its sincere appreciation to the Committee for its constructive engagement and the thoughtful observations regarding the application of the Convention, which Malaysia ratified in 1961.

We take due note of the concerns raised by the Committee, which serve as valuable input for our ongoing efforts.

While we recognize the importance of strengthening the framework supporting freedom of association and collective bargaining, we wish to note that these observations will be kept in view within the broader context of Malaysia’s ongoing labour law reform initiatives.

Malaysia also takes due note of the Committee’s full recommendations and affirms that the implementation of these reforms will be carried out in accordance with national circumstances and legal process.

The Government takes note of the Committee’s offer of a technical advisory mission and, in the spirit of constructive engagement, proposes instead to receive technical assistance from the ILO. This assistance may be effectively channelled through the existing Decent Work Country Programme (DWCP), particularly via the Labor Law Industrial Relation Reform (LLIR) Project, which provides an established platform for structured technical cooperation and engagement with social partners. The Government remains committed to aligning domestic practices with the Convention in collaboration with ILO.

Malaysia remains committed in aligning its labour policies with international standards where appropriate, and we appreciate the Committee's continued engagement and support in this regard.

Président – Le septième cas concerne le Népal et porte sur l'application de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949.

Népal (ratification: 1996)

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a noté avec préoccupation les lacunes dans la protection contre la discrimination antisyndicale et l'insuffisance des mesures visant à développer et à utiliser pleinement les mécanismes de négociation collective volontaire.

Tenant compte de la discussion, la commission a prié instamment le gouvernement, en consultation avec les partenaires sociaux, de prendre des mesures efficaces et assorties de délais pour:

- **adopter des mesures législatives efficaces afin d'interdire tous les actes de discrimination antisyndicale, y compris ceux fondés sur l'appartenance à un syndicat;**
- **veiller à ce que, en droit et dans la pratique, des sanctions dissuasives soient prévues en cas de discrimination antisyndicale;**
- **assurer une protection adéquate contre les actes d'ingérence ainsi que le fonctionnement efficace des mécanismes de négociation collective, conformément à la convention;**

- veiller à ce que les parties soient libres de négocier, à tous les niveaux, des conventions collectives qui améliorent leurs conditions de travail;
- modifier la législation afin que l'arbitrage obligatoire ne puisse avoir lieu que dans les situations couvertes par la convention;
- veiller à ce que la procédure de sélection des membres des organes d'arbitrage soit transparente et garantisse leur pleine indépendance.

La commission a prié le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT.

La commission a également prié le gouvernement de fournir un rapport à la commission d'experts sur les progrès réalisés concernant les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations susmentionnées conformément à la convention, avant le 1^{er} septembre 2025.

Right to Organise and Collective Bargaining Convention, 1949 (No. 98)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee noted with concern the gaps in the protection against anti-union discrimination and the inadequate measures for the full development and utilization of machinery for voluntary collective bargaining.

Taking the discussion into account, the Committee urged the Government, in consultation with the social partners, to take effective and time-bound measures to:

- adopt effective legislative measures to prohibit all acts of anti-union discrimination including those based on trade union membership;

- ensure that, in law and practice, there are dissuasive sanctions in cases of anti-union discrimination;
- ensure adequate protection against acts of interference as well as the effective functioning of collective bargaining machinery in line with the Convention,
- ensure that the parties are free to negotiate, at all levels, collective agreements that improve their working conditions,
- amend the legislation so that compulsory arbitration can only take place in the situations covered by the Convention; and
- ensure that the selection procedure of the members of the arbitration bodies is transparent and guarantees their full independence.

The Committee requested the Government to avail itself of technical assistance of the ILO.

The Committee also requested the Government to report any progress to the Committee of Experts on the measures taken to implement the above recommendations in line with the Convention by 1 September 2025.

Convenio sobre el derecho de sindicación y de negociación colectiva, 1949 (núm. 98)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión tomó nota con preocupación de las lagunas en la protección contra la discriminación antisindical y de las medidas inadecuadas para el pleno desarrollo y utilización de los mecanismos de negociación colectiva voluntaria.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión instó al Gobierno a que, en consulta con los interlocutores sociales, tomara medidas efectivas y en un plazo determinado para:

- adoptar medidas legislativas eficaces para prohibir todos los actos de discriminación antisindical, incluidos los basados en la afiliación sindical;
- garantizar que, tanto en la legislación como en la práctica, existan sanciones disuasorias en relación con los casos de discriminación antisindical;
- garantizar una protección adecuada contra los actos de injerencia, así como el funcionamiento eficaz de los mecanismos de negociación colectiva, de conformidad con el Convenio;
- garantizar que las partes sean libres de negociar, a todos los niveles, convenios colectivos que mejoren las condiciones de trabajo;
- modificar la legislación para que el arbitraje obligatorio solo pueda tener lugar en las situaciones cubiertas por el Convenio, y
- garantizar que el procedimiento de selección de los miembros de los órganos de arbitraje sea transparente y garantice su plena independencia.

La Comisión pidió al Gobierno que recurriera a la asistencia técnica de la OIT.

La Comisión también solicitó al Gobierno que, a más tardar el 1 de septiembre de 2025, informara a la Comisión de Expertos sobre los progresos realizados en lo que respecta a las medidas para aplicar las recomendaciones antes mencionadas, de conformidad con el Convenio.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne maintenant la parole à l'honorable représentant du gouvernement du Népal, M. Pradip Kumar Koirala, pour sa déclaration.

Government representative – I would like to thank the Committee for its support and guidance to ensure the implementation of international standards and principles in the world of work. I thank all the Worker members, Employer members, and Governments for their constructive engagement during the discussion.

We reaffirm our commitment to effectively protecting and promoting labour rights, including the right to organize and collective bargaining, both in law and practice.

The principle and spirit of collective bargaining are well reflected in our legal provisions. The legal provisions have been deemed, in some cases, insufficient due to some implementation gaps. Nevertheless, we are also in the process of amending the law in consultation with the task force.

Our targeted efforts in the field are bringing positive impacts, with effective implementation of the legal provisions.

Nepal stands happy and ready to avail itself of the technical assistance of the ILO to further strengthen the labour dynamics in the country.

We are confident that we can effectively ensure decent work with social justice with our collective efforts in the spirit of true cooperation and collaboration.

Président – Le huitième cas concerne l'Ouzbékistan et porte sur l'application de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947 et de la convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969.

Ouzbékistan (ratification: 2019)

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a salué le recours du gouvernement à l'assistance technique du BIT pour améliorer les inspections du travail. La commission a pris note avec préoccupation de la pratique actuelle consistant à imposer des moratoires sur les inspections du travail dans le pays, ainsi que des restrictions appliquées aux pouvoirs des inspecteurs du travail.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission a instamment prié le gouvernement de prendre, en consultation avec les partenaires sociaux et conformément aux conventions, des mesures efficaces dans un délai déterminé pour:

- supprimer l'interdiction temporaire des inspections et s'abstenir de réintroduire de telles interdictions à l'avenir;**
- recruter des inspecteurs du travail et les doter des moyens matériels, financiers et opérationnels nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de l'inspection du travail;**
- garantir que des inspections du travail sont effectuées aussi souvent et aussi soigneusement qu'il est nécessaire, notamment en veillant à supprimer toutes les restrictions imposées aux pouvoirs des inspecteurs du travail;**
- s'assurer que des mesures de contrôle de l'application et des sanctions efficaces et adéquates sont en place, en veillant à ce qu'il soit laissé à la libre décision des inspecteurs du travail de donner des avertissements ou des conseils au lieu d'intenter**

ou de recommander des poursuites, et à ce que des sanctions appropriées soient prévues pour toute obstruction faite aux inspecteurs du travail dans l'exercice de leurs fonctions.

La commission a invité le gouvernement à continuer de faire appel à l'assistance technique du BIT à cet égard.

La commission a demandé au gouvernement de fournir à la commission d'experts, d'ici au 1^{er} septembre 2025, des informations détaillées et complètes sur les mesures prises conformément aux conventions.

Labour Inspection Convention, 1947 (No. 81)

Labour Inspection (Agriculture) Convention, 1969 (No. 129)

The Committee took note of the oral and written information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee welcomed the Government's use of ILO technical assistance to improve labour inspections. The Committee noted with concern the current practice of moratoriums on labour inspections in the country and the restrictions on the powers of labour inspectors.

Taking the discussion into account, the Committee urged the Government, in consultation with the social partners, and in line with the Conventions, to take effective and time bound measures to:

- eliminate the temporary ban on inspections and refrain from reintroducing such bans in the future;
- recruit labour inspectors and provide them with material, financial and operational resources in order to ensure the proper functioning of the labour inspectorate;

- ensure that labour inspections are undertaken as often and as thoroughly as necessary, including by ensuring that all the restrictions on the labour inspectors' powers are removed;
- ensure that effective and adequate enforcement and penalties are in place, by ensuring that labour inspectors have the power to exercise their discretion to give warning and advice instead of instituting or recommending proceedings, and establishing adequate penalties for obstructing labour inspectors in the performance of their duties.

The Committee invited the Government to continue availing itself of ILO technical assistance in this regard.

The Committee requested the Government to provide detailed and complete information to the Committee of Experts on measures taken in line with the Conventions by 1 September 2025.

Convenio sobre la inspección del trabajo, 1947 (núm. 81)

Convenio sobre la inspección del trabajo (agricultura), 1969 (núm. 129)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión acogió con beneplácito que el Gobierno recurriera a la asistencia técnica de la OIT para mejorar las inspecciones del trabajo. La Comisión tomó nota con preocupación de la práctica actual de moratorias en las inspecciones del trabajo en el país y de las restricciones a las facultades de los inspectores del trabajo.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión instó al Gobierno a que adoptara, en consulta con los interlocutores sociales y de conformidad con los Convenios, medidas efectivas y en un plazo determinado para:

- **eliminar la prohibición temporal de las inspecciones y no reintroducir tales prohibiciones en el futuro;**
- **contratar inspectores del trabajo y proporcionarles recursos materiales, financieros y operativos para garantizar el buen funcionamiento de la inspección del trabajo;**
- **garantizar que las inspecciones del trabajo se llevan a cabo con la frecuencia y el rigor necesarios, velando por que se eliminen todas las restricciones a las facultades de los inspectores;**
- **garantizar que existen medidas de control de la aplicación y sanciones eficaces y adecuadas, asegurando que los inspectores del trabajo puedan ejercer sus facultades discrecionales para formular advertencias y recomendaciones en lugar de iniciar o recomendar procedimientos, estableciendo sanciones adecuadas para quienes obstaculizan el desempeño de sus funciones.**

La Comisión invitó al Gobierno a seguir recurriendo a la asistencia técnica de la OIT a este respecto.

La Comisión pidió al Gobierno que, antes del 1 de septiembre de 2025, proporcionara información detallada y completa a la Comisión de Expertos sobre las medidas adoptadas de conformidad con los Convenios.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne maintenant la parole à l'honorable ministre de l'Ouzbékistan;
M. Botir Zakhidov, pour sa déclaration.

Interpretation from Russian: **Government representative** – We would like to express gratitude to the Committee of Experts and this Committee for the conclusions. The Government of the Republic of Uzbekistan would reaffirm its full commitment to implementing the ratified Conventions and its preparedness to continue working to ensure the effectiveness of labour inspection. We will look very closely at all of the recommendations, strengthen cooperation with the ILO and take the necessary measures to eliminate the problems that have arisen.

Président – Le neuvième cas concerne l'État plurinational de Bolivie et porte sur l'application de la convention (n° 162) sur l'amiante, 1986, et de la convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988.

Bolivie, État plurinational de

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986 (ratification: 1990)

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988 (ratification: 2015)

La commission a pris note des informations orales et écrites fournies par le gouvernement et du débat qui a suivi.

La commission a noté avec préoccupation que la législation nationale sur la santé et la sécurité au travail ne contient pas de réglementations spécifiques sur l'amiante et a rappelé qu'un environnement sûr et sain fait partie des principes et droits fondamentaux au travail.

Compte tenu de la discussion, la commission a prié instamment le gouvernement de prendre des mesures efficaces dans un délai déterminé pour:

- **introduire des mesures législatives, après consultation approfondie avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives et en tenant compte des recommandations des organes de contrôle de l'OIT, afin de garantir la**

pleine conformité de la législation nationale (y compris sur les politiques sur l'amiante et la construction; la prévention et le contrôle des risques, l'incapacité et l'inclusion; et sur la fourniture d'équipements de protection respiratoire et de vêtements de protection spéciaux) et de la pratique avec la convention;

- adopter, sans délai et en consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, des mesures concrètes et spécifiques en vue de compléter le cadre existant et de garantir la pleine mise en œuvre de la convention dans l'ensemble des secteurs et des industries;
- garantir que les relevés de la surveillance du milieu de travail et de l'exposition des travailleurs à l'amiante soient conservés pendant une période prescrite, et que les travailleurs intéressés, leurs représentants et les services d'inspection y aient accès et aient le droit de demander la surveillance du milieu de travail, et de faire appel à l'autorité compétente au sujet des résultats de cette surveillance;
- adopter, sans délai et conformément à la convention, des mesures spécifiques visant à garantir que les travailleurs soient informés d'une manière suffisante et appropriée des résultats de leurs examens médicaux et reçoivent des conseils sur leur état de santé en relation avec leur travail impliquant une exposition à l'amiante.

La commission a prié le gouvernement de fournir des informations complètes et détaillées sur les mesures prises pour mettre en œuvre ces recommandations conformément à la convention d'ici au 1^{er} septembre 2025.

Asbestos Convention, 1986 (No. 162) (ratification: 1990)

Safety and Health in Construction Convention, 1988 (No. 167) (ratification: 2015)

The Committee took note of the oral and written information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee noted with concern that the national occupational health and safety regulations did not contain specific regulations on asbestos and recalled that a safe and healthy environment is a fundamental principle and right at work.

Taking the discussion into account, the Committee urged the Government to take effective and time bound measures to:

- initiate legislative measures, after full consultation with the most representative employers' and workers' organizations, considering the recommendations of the ILO supervisory bodies, to guarantee the full compliance of national law (including on policies for asbestos and Construction; risk prevention and control; disability and inclusion; and on the provision of respiratory protection equipment and special protective clothing) and practice with the Convention;
- adopt, without delay, in consultation with the most representative employers' and workers' organizations, concrete and specific measures to complement the existing framework and ensure the full implementation of the Convention in all sectors and industries;
- ensure that records of monitoring the working environment and workers' exposure to asbestos are maintained for a prescribed period, and that the workers concerned, their representatives, and the inspection services have access to those records, as well as the right to request monitoring of the working environment and to appeal to the competent authority regarding the results of such monitoring,
- adopt specific measures without delay to ensure, in line with the Convention, that workers are informed in an adequate and appropriate manner of the results of their medical examinations and receive advice concerning their health in relation to their work in situations involving exposure to asbestos.

The Committee requested the Government to provide detailed and complete information on measures taken to implement these recommendations in line with the Convention by 1 September 2025.

Convenio sobre el asbesto, 1986 (núm. 162) (ratificación: 1990)

Convenio sobre seguridad y salud en la construcción, 1988 (núm. 167) (ratificación: 2015)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno, y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión tomó nota con preocupación de que la reglamentación nacional en materia de seguridad y salud en el trabajo no contenía disposiciones específicas sobre el asbesto y recordó que un entorno seguro y saludable es un principio y un derecho fundamental en el trabajo.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión instó al Gobierno a adoptar medidas efectivas y con plazos definidos para:

- adoptar medidas legislativas, previa consulta con las organizaciones de empleadores y de trabajadores más representativas, teniendo en cuenta las recomendaciones de los órganos de control de la OIT, para garantizar la plena conformidad de la legislación nacional (incluidas las políticas relacionadas con el asbesto y la construcción, la prevención y el control de riesgos, la discapacidad y la inclusión y el suministro de equipos de protección respiratoria y ropa de protección especial) y la práctica con el Convenio;
- adoptar, sin demora y en consulta con las organizaciones de empleadores y de trabajadores más representativas, medidas concretas y específicas para complementar el marco existente y garantizar la plena aplicación del Convenio en todos los sectores e industrias;

- **garantizar que los registros de controles del medio ambiente de trabajo y de la exposición de los trabajadores al asbesto se conserven durante un plazo prescrito, y que los trabajadores interesados, sus representantes y los servicios de inspección tengan acceso a dichos registros, así como el derecho de solicitar controles del medio ambiente de trabajo y de impugnar ante la autoridad competente en relación con los resultados de los controles;**
- **adoptar sin demora medidas específicas para garantizar, de conformidad con el Convenio, que los trabajadores sean informados en forma adecuada y suficiente de los resultados de sus exámenes médicos y sean asesorados respecto a su estado de salud en relación con su trabajo en situaciones de exposición al asbesto.**

La Comisión pidió al Gobierno que proporcionara información detallada y completa sobre las medidas adoptadas para aplicar estas recomendaciones de conformidad con el Convenio antes del 1 de septiembre de 2025.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – J'invite l'honorable représentant du gouvernement de l'État plurinational de Bolivie, M. Gonzalo Zambrana Avila, vice-ministre de l'Emploi, de la Fonction publique et des Coopératives à prendre la parole.

Representante gubernamental - Como había manifestado el día martes, el Gobierno del Estado Plurinacional de Bolivia ha venido con un espíritu constructivo y, en ese sentido, asumimos las observaciones que se realizan por parte de la Comisión. No podemos dejar de

observar que el Estado Plurinacional de Bolivia es un país que tiene una clara identificación respecto a los derechos de los trabajadores, y las medidas que se lleven hacia adelante en cuanto a estos dos convenios las realiza, más allá que por las recomendaciones del OIT, por el compromiso que tiene el Gobierno boliviano con los trabajadores.

Observamos que en las conclusiones se manifiesta preocupación por el hecho de que el Estado Plurinacional de Bolivia no tenga disposiciones específicas sobre el asbesto. Tanto en las memorias como en la explicación oral que he realizado, se establece que el Estado Plurinacional de Bolivia sí tiene normas —inclusive normas de la década de los noventa— donde se identifica el asbesto de manera específica como un elemento peligroso para los trabajadores. Sin embargo, esto no ha sido considerado ni en las observaciones que se han hecho después de la explicación oral, ni en las conclusiones.

Al tiempo de asumir todas las observaciones que nos hacen, me permito hacer la observación respecto de la metodología que se está utilizando para dichas observaciones. Porque se trata de observar desde un grupo de expertos que analiza un país y las acciones que está realizando dicho país. Entiendo que los países enviamos una memoria con un conjunto de información, y la Comisión de Expertos emite el informe que, evidentemente, se ha publicado. Luego realizamos la presentación oral, y esperamos que esa presentación oral sea considerada tanto en las opiniones posteriores que vienen de observaciones de Gobiernos, empleadores y trabajadores.

Luego, el Gobierno boliviano, tiene una réplica y participa con una opinión respecto a todo ese procedimiento que se ha seguido y, finalmente, vienen las conclusiones. Lo que observamos es que parecería que todo está preparado a partir del informe de la Comisión de Expertos y que, lamentablemente, las observaciones que hemos hecho oralmente no han sido consideradas, particularmente en este ámbito donde se dice que el Estado Plurinacional de

Bolivia no tiene normativa. Y sí la tiene; sí la tiene en la memoria. Consideramos que las observaciones de la Comisión después de la comparecencia oral y las opiniones de los Gobiernos debieran ser más exhaustivas en la revisión de la información que se ha presentado y en las aclaraciones que hemos hecho oralmente. Parecería que eso no está siendo considerado adecuadamente.

Président – Le dixième cas concerne le Panama et porte sur l'application de la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964.

Panama (ratification: 1970)

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a pris note avec préoccupation de l'absence de véritables consultations efficaces avec les représentants des organisations de travailleurs et d'employeurs en matière de politiques de l'emploi.

Prenant en compte la discussion qui a eu lieu, la commission a instamment prié le gouvernement de prendre, en consultation avec les partenaires sociaux, des mesures efficaces dans un délai déterminé pour:

- **garantir que la politique de l'emploi promeut le plein emploi, productif et librement choisi, sur la base d'une politique économique et sociale qui stimule la croissance et le développement économiques, qui élève les niveaux de vie et qui résout le problème du chômage et du sous-emploi, y compris l'accès des jeunes, en particulier des jeunes femmes, au marché du travail;**
- **continuer de s'employer à combattre la ségrégation professionnelle verticale et horizontale persistante fondée sur le genre, le faible taux de participation des femmes**

au marché du travail, ainsi que leur forte concentration dans le secteur informel de l'économie, et, à cet égard, mettre pleinement en œuvre le programme par pays de promotion du travail décent 2024-2027, en utilisant les orientations qui figurent dans la recommandation (n° 204) sur la transition de l'économie informelle à l'économie formelle, 2015;

- garantir des consultations efficaces avec les organisations de travailleurs et d'employeurs les plus représentatives au sujet des politiques de l'emploi;
- élaborer, appliquer, suivre et réviser les mesures actives du marché du travail adoptées dans le cadre de la politique de l'emploi, compte tenu des groupes ciblés.

La commission a prié le gouvernement de se prévaloir de l'assistance technique du BIT.

La commission a également prié le gouvernement de fournir un rapport détaillé sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations susmentionnées d'ici au 1^{er} septembre 2025.

Employment Policy Convention, 1964 (No. 122)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee noted with concern the lack of effective and genuine consultation with representatives of workers' and employers' organizations regarding employment policies.

Taking into account the discussion, the Committee urged the Government to take, in consultation with the social partners, effective and time-bound measures to:

- ensure that employment policy promotes full, productive and freely chosen employment based on an economic and social policy that stimulates sustainable economic growth and development, raises levels of living and overcomes unemployment and underemployment including labour market access for young persons, especially young women;
- continue its efforts to combat persistent gender-based vertical and horizontal segregation in employment, the low labour market participation rate of women, and their high concentration in the informal economy and in that regard implement fully the Decent Work Country Programme 2024-2027 and by using the guidance provided by the Transition from the Informal to the Formal Economy Recommendation, 2015 (No. 204);
- ensure effective consultation with the most representative workers' and employers' organizations concerning employment policies;
- formulate, implement, monitor and review active labour market measures adopted in the context of employment policy taking into account the groups targeted.

The Committee requested the Government to avail itself of technical assistance from the ILO.

The Committee also requested the Government to provide a detailed report on the measures taken to implement the above recommendations by 1 September 2025.

Convenio sobre la política del empleo, 1964 (núm. 122)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión tomó nota con preocupación de la falta de consultas efectivas y genuinas con los representantes de las organizaciones de trabajadores y de empleadores sobre las políticas del empleo.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión instó al Gobierno a que adoptara, en consulta con los interlocutores sociales, medidas efectivas y en un plazo determinado para:

- garantizar que la política del empleo promueva un empleo pleno, productivo y libremente elegido, basado en una política económica y social que estimule el crecimiento económico y el desarrollo sostenibles, eleve los niveles de vida y acabe con el desempleo y el subempleo, incluyendo el acceso al mercado laboral para los jóvenes, especialmente las mujeres jóvenes;
- proseguir sus esfuerzos para luchar contra la persistente segregación laboral vertical y horizontal por motivos de género, la baja tasa de participación de las mujeres en el mercado laboral y su elevada concentración en la economía informal, y a este respecto aplicar plenamente el Programa de Trabajo Decente por País, 2024-2027 y utilizar la orientación proporcionada por la Recomendación sobre la transición de la economía informal a la economía formal, 2015 (núm. 204);
- garantizar consultas efectivas con las organizaciones de trabajadores y de empleadores más representativas sobre las políticas del empleo;
- formular, aplicar, supervisar y revisar las medidas activas de mercado del trabajo adoptadas en el contexto de la política del empleo, teniendo en cuenta los grupos destinatarios.

La Comisión pidió al Gobierno que recurriera a la asistencia técnica de la OIT.

La Comisión pidió también al Gobierno que presentara una memoria detallada sobre las medidas adoptadas para aplicar las recomendaciones mencionadas, antes del 1 de septiembre de 2025.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – J'invite l'honorable représentante du gouvernement du Panama, M^{me} Ana Gabriela Soberón, à prendre la parole.

Representante gubernamental - En nombre de la delegación de la República de Panamá, tomamos nota de las conclusiones señaladas por esta Comisión.

La delegación de Panamá acoge con atención las conclusiones aquí presentadas y, expresando nuestro profundo respeto por el mandato de los órganos de control de la OIT, agradecemos la oportunidad de exponer los avances alcanzados en la implementación del Convenio. Hemos proporcionado información concreta sobre los progresos registrados en materia de política de empleo, entre los cuales destacan:

- la inversión pública en distintos sectores de la economía, incluyendo grandes obras de infraestructura que contribuirán a la generación de empleo;
- distintos programas de empleo como el reclutamiento focalizado, «Mi Primer Empleo», y la inserción laboral de personas con discapacidad, y todos estos programas se desarrollan en el marco de una sólida colaboración público-privada, que potencia su alcance e impacto;

- el Programa de orientación vocacional, dirigido a jóvenes estudiantes de nivel medio, que promueve decisiones informadas sobre el futuro profesional;
- la promoción de la digitalización de los servicios públicos de empleo;
- la suscripción de convenios con el sector educativo para fortalecer la capacitación técnica de los estudiantes;
- la implementación de políticas públicas de generación de empleo con enfoque de género, y
- las reformas a la Caja del Seguro Social, entre otros.

Reiteramos que el desempleo en Panamá no solo responde a factores estructurales del mercado laboral, sino también a hechos que han afectado directamente la actividad económica y la estabilidad laboral, tales como la declaratoria de inconstitucionalidad del contrato minero, los cierres prolongados de vías a nivel nacional y, en especial, los paros ilegales, que han tenido un impacto negativo sobre la conservación y generación de empleo en todo el país.

Finalmente, reafirmamos nuestro compromiso con el diálogo constructivo, la transparencia institucional y el fortalecimiento de políticas públicas que impulsen el trabajo decente y generen oportunidades reales para todos los panameños. Es esencial subrayar que el comportamiento responsable de los interlocutores sociales también forma parte de este compromiso nacional. La preservación de la paz laboral, el respeto al marco legal y la disposición al consenso son pilares fundamentales para avanzar hacia un desarrollo verdaderamente inclusivo y sostenible.

Asimismo, agradecemos la asistencia técnica de la OIT que se nos ha brindado, y reiteramos nuestro compromiso de informar periódicamente sobre los futuros avances alcanzados en esta materia.

Président – Le onzième cas concerne la République de Moldova et porte sur l'application de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949.

République de Moldova (ratification: 1996)

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a fait bon accueil aux mesures prises pour résoudre les ingérences dans des activités syndicales du secteur de la santé.

Tenant compte de la discussion, la commission a recommandé au gouvernement de prendre des mesures pour engager un processus de consultation avec les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, afin de garantir le plein respect de la convention dans les dispositions pertinentes de la législation et dans la pratique nationales, notamment en veillant à ce que les organisations de travailleurs et d'employeurs bénéficient d'une protection adéquate contre tout acte d'ingérence au moment de leur constitution, ainsi que dans leur fonctionnement ou leur administration; et pour remédier aux situations dans lesquelles de telles ingérences se produisent.

Tenant compte de la demande d'assistance technique formulée par le gouvernement, la commission a invité le gouvernement à assurer le suivi de cette demande avec le Bureau afin de donner suite à ces recommandations.

La commission a prié le gouvernement de faire rapport à la commission d'experts sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations ci-dessus, avant le 1^{er} septembre 2025.

Right to Organise and Collective Bargaining Convention, 1949 (No. 98)

The Committee took note of the written and oral information provided by the Government and the discussion that followed.

The Committee welcomed the measures taken to resolve interference in union activities in the healthcare sector.

Taking the discussion into account, the Committee recommended the Government take measures to: initiate a consultation process with the most representative employers' and workers' organizations to guarantee the full compliance of the relevant provisions of national law and practice with the Convention, including ensuring that workers' and employers' organizations enjoy adequate protection against any acts of interference in their establishment, functioning or administration and to remedy situations where such interference occurs.

Taking into account the Government's request for technical assistance the Committee invited the Government to follow up on this request with the Office in order to address these recommendations.

The Committee requested the Government to report any progress to the Committee of Experts on the measures taken to implement the above recommendations by 1 September 2025.

Convenio sobre el derecho de sindicación y de negociación colectiva, 1949 (núm. 98)

La Comisión tomó nota de la información oral y escrita proporcionada por el Gobierno y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión saludó las medidas adoptadas para solucionar la injerencia en las actividades sindicales en el sector de la salud.

Habida cuenta de la discusión, la Comisión recomendó al Gobierno que adoptara medidas para iniciar un proceso de consulta con las organizaciones de empleadores y de trabajadores más representativas a fin de garantizar la conformidad de las disposiciones pertinentes de la legislación y la práctica nacionales con el Convenio, en particular, velando por que las organizaciones de trabajadores y de empleadores gocen de una protección adecuada contra cualquier acto de injerencia en su establecimiento, funcionamiento o administración, y corrigiendo las situaciones en que se produzcan tales injerencias.

Teniendo en cuenta la solicitud de asistencia técnica del Gobierno, la Comisión invitó al Gobierno a dar seguimiento a esta solicitud con la Oficina a fin de abordar estas recomendaciones.

La Comisión pidió al Gobierno que informara a la Comisión de Expertos, antes del 1 de septiembre de 2025, sobre los progresos realizados en la aplicación de las recomendaciones antes mencionadas.

Puis-je considérer que le projet de conclusions est adopté?

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne maintenant la parole à présent à l'honorable représentant de la République de Moldova, M. Vladimir CUC, Ambassadeur, représentant permanent de la République de Moldova auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève.

Government representative – We acknowledge the recommendations just adopted by the Committee. As stated yesterday, this recommendation will be duly taken into account by the Government in developing measures aimed at promoting social dialogue, expanding collective bargaining and strengthening legal framework including in cases of potential violation.

The dialogue with social partners is ongoing and will be further advanced in the framework of the implementation of the Decent Work Country Programme 2025–27, which we signed last week in Geneva, and the road map aimed at promoting collective bargaining in the Republic of Moldova. The Country Programme will also serve as the main basis for discussing and receiving ILO technical assistance relevant for the case under examination, and also for further improvement of labour standards. We thank the Committee and all involved parties for constructive engagement.

Président – Nous allons maintenant procéder à l'adoption des conclusions concernant la séance spéciale Bélarus sur l'application par le Bélarus de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. Comme vous le savez, cette séance résulte de la Résolution adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa 111^e session en 2023, concernant les mesures recommandées par le Conseil d'administration en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT invitant le Bélarus à mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête et des organes de contrôle.

Belarus (Special sitting)

Séance spéciale – Bélarus

La commission a tenu une deuxième séance spéciale sur le Bélarus à la 113^e session de la Conférence internationale du Travail afin d'examiner l'application par le Bélarus de

la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, suite à la résolution adoptée par la Conférence internationale du Travail à sa 111^e session concernant les mesures recommandées par le Conseil d'administration au titre de l'article 33 de la Constitution de l'OIT, laquelle a prié instamment le Bélarus de mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête et des organes de contrôle.

La commission a pris note des informations écrites et orales fournies par le gouvernement et de la discussion qui a suivi.

La commission a de nouveau pris note avec une profonde préoccupation de la persistance du non-respect par le gouvernement des orientations, conclusions et recommandations de la commission d'enquête, des organes de contrôle et du Conseil d'administration, ainsi que de son refus de les accepter et de les mettre en œuvre.

La commission a exprimé sa profonde préoccupation et son vif regret face à l'imposition de sanctions pénales à l'encontre de syndicalistes pour avoir exercé leurs activités syndicales légitimes, et face au harcèlement judiciaire subi par des membres syndicaux, sous la forme d'arrestations, de poursuites et d'emprisonnement. Elle a vivement déploré la répression contre les syndicats indépendants et l'emprisonnement de syndicalistes.

Elle a rappelé que ce cas avait déjà été examiné à plusieurs reprises par la commission avant la mise en place d'une commission d'enquête, et a vivement déploré l'absence de progrès du gouvernement dans l'application des conventions.

La commission a pris note du plan d'action visant à mettre en œuvre les mesures au titre de l'article 33. Elle a également pris note des mesures prises par les mandants de l'OIT et d'autres organisations internationales suite à la résolution adoptée par la

Conférence internationale du Travail en 2023 sur le Bélarus, appelant ces derniers à revoir leurs relations avec le gouvernement et à prendre des mesures appropriées pour faire en sorte que celui-ci ne puisse pas mettre à profit ces relations pour perpétuer ou étendre les violations des droits des travailleurs en matière de liberté syndicale et de négociation collective dont fait état la commission d'enquête. La commission a appelé les mandants de l'OIT et d'autres organisations internationales à suivre la même voie.

Compte tenu des informations communiquées au Conseil d'administration et à la commission, la commission a vivement déploré le climat de violence d'état, d'intimidation et de peur au Bélarus, qui ne favorise pas le libre exercice des libertés publiques, la détérioration constante de la liberté syndicale et du droit de négociation collective, ainsi que l'érosion de l'état de droit, comme en témoigne l'absence totale d'indépendance du pouvoir judiciaire.

Concernant la détérioration constante de la liberté syndicale, la commission a vivement déploré l'ingérence permanente du gouvernement dans les activités syndicales. La commission a exprimé de sérieux doutes sur l'indépendance du FPB et a exprimé le ferme espoir que, sans plus attendre, le gouvernement travaille avec l'OIT pour répondre à ces inquiétudes et garantisse que tous les syndicats, y compris les syndicats indépendants comme le BKDP, peuvent fonctionner sans la moindre ingérence du gouvernement.

La commission a pris note du plan d'action adopté par le Conseil d'administration en mars 2024 aux fins de la mise en œuvre de la résolution adoptée par la Conférence internationale du Travail en 2023 ainsi que de la table ronde de haut niveau tenue le 28 mai 2024, laquelle a mis en évidence la persistance d'un climat général de non-respect des libertés publiques fondamentales nécessaires à l'exercice de la liberté syndicale.

La commission a également pris note du dernier rapport sur la situation au Bélarus présenté à la 353^e session du Conseil d'administration, qui note avec un profond regret que le gouvernement n'a une fois encore communiqué aucun nouvel élément d'information sur les mesures prises pour mettre en œuvre les recommandations de la commission. La commission a également noté que les informations écrites qui lui ont été soumises ne contiennent aucune nouvelle information à cet égard.

Après discussion et constatant que le gouvernement n'avait fourni aucune nouvelle information, la commission s'est une nouvelle fois vue obligée de réitérer son appel au gouvernement pour qu'il prenne de toute urgence toutes les mesures possibles pour mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête et tous les commentaires ultérieurs formulés par les organes de contrôle de l'OIT concernant le respect des conventions.

La commission a prié avec la plus grande fermeté le gouvernement de libérer immédiatement les syndicalistes emprisonnés, d'abandonner toutes les charges retenues contre eux et d'annuler toutes les condamnations prononcées à leur encontre en rapport avec leurs activités syndicales légitimes.

La commission a également réitéré sa demande au gouvernement d'accepter de toute urgence:

- une mission humanitaire internationale visant à garantir que des médecins indépendants peuvent rendre visite à tous les syndicalistes emprisonnés afin d'évaluer leur état de santé et de leur fournir une assistance médicale, si nécessaire;
- une mission tripartite de l'OIT visant à évaluer la situation et à rendre visite aux syndicalistes actuellement en prison ou en détention.

Compte tenu de la nécessité d'un suivi permanent et continu de la situation au Bélarus, la commission a fait bon accueil de la nomination de l'envoyé spécial au Bélarus dont le mandat est d'interagir avec le gouvernement et les agences des Nations Unies concernées, afin de garantir la mise en œuvre pleine et entière des recommandations de la commission d'enquête. La commission a prié instamment le gouvernement de collaborer de manière constructive avec ce dernier.

Conformément à la résolution de la Conférence, la commission a fait bon accueil de la constitution d'un groupe de travail de l'OIT et d'autres institutions des Nations Unies en vue d'assurer une action coordonnée et conjointe visant à la mise en œuvre des recommandations de la commission d'enquête et des organes de contrôle, et a instamment prié le gouvernement de s'engager de manière constructive avec ce dernier. À cet égard, la commission a accueilli favorablement le suivi continu de la situation par le Conseil d'administration.

La commission a instamment prié les gouvernements de respecter le principe de non-refoulement pour garantir que les syndicalistes contraints à l'exil dans leur pays ne seront pas renvoyés au Bélarus, où ils risquaient de faire l'objet de persécutions, d'arrestations arbitraires et de torture, et d'aider les citoyens bélarussiens résidant sur leur territoire qui n'étaient peut-être pas en possession de documents de voyage valables faute d'accès à des services consulaires, et de faciliter l'obtention de visas touristiques pour les citoyens bélarussiens persécutés en raison de leurs activités syndicales, et leurs familles le cas échéant.

Enfin, la commission a décidé de faire figurer les discussions et les conclusions de la séance spéciale dans une partie séparée de son rapport.

Special sitting – Belarus

The Committee held a second special sitting on Belarus at the 113th session of the International Labour Conference on the application by Belarus of the Freedom of Association and Protection of the Right to Organise Convention, 1948 (No. 87), and the Right to Organise and Collective Bargaining Convention, 1949 (No. 98), further to the resolution adopted by the International Labour Conference at its 111th Session, concerning the measures recommended by the Governing Body under article 33 of the ILO Constitution calling on Belarus to implement the recommendations of the Commission of Inquiry and the supervisory bodies.

It noted the written and oral information submitted by the Government, and the discussion that followed.

The Committee again noted with deep concern the persistent disregard of the guidance, conclusions and recommendations of the Commission of Inquiry, the supervisory bodies and the Governing Body by the Government and refusal to accept and implement them.

The Committee expressed its deep concern and regret at the use of criminal sanctions against trade unionists engaged in legitimate trade union activities and the judicial harassment of trade union members, including arrests, prosecution and imprisonment. It deeply deplored the repression against independent trade unions and the imprisonment of trade unionists.

It recalled that this case had been discussed repeatedly in the Committee before the appointment of a Commission of Inquiry, and deeply deplored the lack of progress towards the observance of the Conventions by the Government.

The Committee noted the action plan to implement the article 33 measures. It also noted actions taken by the ILO constituents and other international organizations in response to the ILC 2023 resolution on Belarus to review their relations with the Government and take appropriate measures to ensure that the Government cannot take advantage of such relations to perpetuate or extend the violations of workers' rights in respect of freedom of association and collective bargaining referred to by the Commission of Inquiry. The Committee called on ILO constituents and other international organizations to continue to do so.

Pursuant to information submitted to the Governing Body and to the Committee, the Committee deeply deplored the climate of state violence, intimidation and fear in Belarus which is not conducive to the free exercise of civil liberties, the continuing deterioration of freedom of association and the right to collective bargaining and the erosion of the rule of law exemplified by the complete lack of independence of the judiciary.

Regarding the continuing deterioration of freedom of association, the Committee deplored the continued interference of the Government in trade union activities. The Committee expressed serious doubts about the independence of the FPB and expected that, without further delay, the Government would work with the ILO to address those concerns and ensure that all trade unions, including independent trade unions such as the BKDP, can operate without any interference of the Government.

The Committee took note of the March 2024 Governing Body action plan to implement the ILC 2023 resolution and the High-Level Roundtable to discuss freedom of association in Belarus, which took place on 28 May 2024 and evidenced the persistent

general climate of non-respect for basic civil liberties necessary to the exercise of freedom of association.

The Committee also took note of the latest report on the situation in Belarus to the 353rd of Governing Body Session, which noted with deep regret that the Government once again provided no new information on the measures taken to implement the recommendations of the Committee. It also further noted that the written information submitted to the Committee did not contain any new information in that regard.

After the discussion and noting that the Government had not provided any new information, the Committee was bound once again to repeat its call on the Government to take all possible measures with the greatest urgency to implement the recommendations of the Commission of Inquiry and all subsequent observations made by the supervisory bodies of the ILO regarding compliance with the Conventions.

The Committee urged in the strongest terms the Government to immediately release imprisoned trade unionists, drop any charges and quash any convictions brought against them related to their legitimate trade union activities.

The Committee also repeated its request to the Government to accept with the utmost urgency:

- an international humanitarian mission to ensure that independent doctors can visit all imprisoned trade unionists to assess their health and offer medical assistance, as necessary; and
- an ILO tripartite mission to assess the situation and visit trade unionists that are currently in prison or detention.

Considering the need of permanent and continuous monitoring of the situation in Belarus, the Committee welcomed the appointment of a Special Envoy to Belarus mandated to interact with the Government and relevant UN agencies to ensure the full implementation of the recommendations of the Commission of Inquiry and urged the Government to engage constructively with him.

In line with the Conference resolution, the Committee welcomed the setting up of a working group of the ILO and other UN institutions with a view to ensuring coordinated and joint action towards the implementation of the recommendations of the Commission of Inquiry and the supervisory bodies and urged the Government to engage constructively with it. In this regard, the Committee welcomed the continuous monitoring of the situation by the Governing Body.

The Committee urged governments to respect the principle of non-refoulement to ensure that trade unionists forced into exile in their countries are not returned to Belarus where they may be subject to persecution, arbitrary arrest and torture, and assist Belarusian citizens residing in their countries who may not have valid travel documents due to their inability to receive consular services to facilitate the issuance of tourist visas to Belarusian citizens persecuted for their trade union activities and their relatives, as appropriate.

Finally, the Committee decided to include the discussions and conclusions of the special sitting in a separate part of its report.

Sesión especial – Belarús

La Comisión celebró su segunda sesión especial sobre Belarús en la 113.^a reunión de la Conferencia Internacional del Trabajo sobre la aplicación por Belarús del Convenio sobre la libertad sindical y la protección del derecho de sindicación, 1948 (núm. 87), y del

Convenio sobre el derecho de sindicación y de negociación colectiva, 1949 (núm. 98), en cumplimiento de la Resolución sobre las medidas recomendadas por el Consejo de Administración en virtud del artículo 33 de la Constitución de la OIT, adoptada por la Conferencia Internacional del Trabajo en su 111.^a reunión, en la que se instaba a Belarús a que aplicara las recomendaciones de la comisión de encuesta y de los órganos de control.

Tomó nota de la información oral y escrita presentada por el Gobierno y de la discusión que tuvo lugar a continuación.

La Comisión volvió a observar con profunda preocupación el persistente menosprecio por parte del Gobierno de las orientaciones, conclusiones y recomendaciones de la comisión de encuesta, los órganos de control y del Consejo de Administración, así como la negativa del Gobierno a aceptarlas y aplicarlas.

La Comisión expresó su profunda preocupación y su pesar por la imposición de sanciones penales a sindicalistas dedicados a actividades sindicales legítimas y por el acoso judicial a los afiliados de los sindicatos, en particular los arrestos, los enjuiciamientos y los encarcelamientos. Deploró profundamente la represión ejercida contra los sindicatos independientes y el encarcelamiento de sindicalistas.

La Comisión reiteró que este caso ya había sido objeto de discusión en repetidas ocasiones en la Comisión antes del establecimiento de una comisión de encuesta, y deploró profundamente la falta de progresos del Gobierno en el cumplimiento de los Convenios.

La Comisión tomó nota del plan de acción para aplicar las medidas en virtud del artículo 33. También tomó nota de las medidas adoptadas por los mandantes de la OIT y otras organizaciones internacionales en seguimiento de la Resolución de la Conferencia

Internacional del Trabajo de 2023 sobre Belarús, con el fin de revisar sus relaciones con el Gobierno y adoptar las medidas adecuadas para velar por que el Gobierno no pueda aprovecharse de dichas relaciones para perpetuar o ampliar las vulneraciones de los derechos de los trabajadores en materia de libertad de sindical y negociación colectiva a las que se refiere la comisión de encuesta. La Comisión pidió a los mandantes de la OIT y a otras organizaciones internacionales a que siguieran por ese camino.

Habida cuenta de la información presentada al Consejo de Administración y a la Comisión, la Comisión deploró profundamente el clima de violencia estatal, intimidación y miedo que prevalece en Belarús y que no es propicio para el libre ejercicio de las libertades civiles, el continuo deterioro de la libertad sindical y el derecho a la negociación colectiva y la erosión del Estado de derecho, ejemplificado por la completa falta de independencia del Poder Judicial.

En cuanto al continuo deterioro de la libertad sindical, la Comisión deploró la continua injerencia del Gobierno en las actividades sindicales. La Comisión manifestó serias dudas sobre la independencia de la FPB y expresó su esperanza de que, sin más demora, el Gobierno colaborará con la OIT para abordar esas preocupaciones y asegurarse de que todos los sindicatos, incluidos los sindicatos independientes como el BKDP, puedan funcionar sin injerencia alguna del Gobierno.

La Comisión tomó nota del plan de acción del Consejo de Administración, de marzo de 2024, para aplicar la Resolución de 2023 de la Conferencia Internacional del Trabajo y de la mesa redonda de alto nivel para debatir la libertad sindical en Belarús, que se celebró el 28 de mayo de 2024 y que puso de manifiesto la persistencia de un clima general de falta de respeto de las libertades civiles básicas necesarias para el ejercicio de la libertad sindical.

La Comisión tomó nota asimismo de la última memoria sobre la situación en Belarús presentada a la 353.^a reunión del Consejo de Administración, que lamentó profundamente que, una vez más, el Gobierno no hubiera proporcionado nueva información sobre las medidas adoptadas para aplicar las recomendaciones de la Comisión. Tomó nota asimismo de que la información escrita presentada a la Comisión no contenía información nueva al respecto.

Tras la discusión y tomando nota de que el Gobierno no había comunicado nueva información, la Comisión se vio obligada una vez más a instar al Gobierno a que adopte con la mayor urgencia todas las medidas posibles para aplicar las recomendaciones de la comisión de encuesta y todas las observaciones posteriores formuladas por los órganos de control de la OIT en relación con el cumplimiento de los Convenios.

La Comisión instó en los términos más enérgicos al Gobierno a poner en libertad inmediatamente a los sindicalistas encarcelados, a retirar los cargos y a anular las condenas dictadas contra ellos en relación con sus actividades sindicales legítimas.

La Comisión también reiteró su solicitud al Gobierno de que acepte, con la mayor urgencia:

- una misión humanitaria internacional que garantice que médicos independientes puedan visitar a todos los sindicalistas encarcelados para evaluar su estado de salud y ofrecerles asistencia médica, en caso necesario, y
- una misión tripartita de la OIT para evaluar la situación y visitar a los sindicalistas que se encuentran actualmente encarcelados o detenidos.

Considerando la necesidad de un seguimiento continuo y permanente de la situación en Belarús, la Comisión acogió con agrado el nombramiento de un enviado especial a Belarús con el mandato de interactuar con el Gobierno y los organismos

pertinentes de las Naciones Unidas para velar por la plena aplicación de las recomendaciones de la comisión de encuesta e instó al Gobierno a colaborar constructivamente con él.

De conformidad con la Resolución de la Conferencia, la Comisión acogió con agrado el establecimiento de un grupo de trabajo de la OIT y otras instituciones de las Naciones Unidas con miras a garantizar una acción coordinada y conjunta para la aplicación de las recomendaciones de la comisión de encuesta y de los órganos de control e instó al Gobierno a colaborar constructivamente con éste. La Comisión acogió con beneplácito el seguimiento continuo de la situación por el Consejo de Administración.

La Comisión instó a los Gobiernos a respetar el principio de no devolución con el fin de garantizar que los sindicalistas obligados a exiliarse en sus países no fueran devueltos a Belarús, donde pueden ser objeto de persecución, arresto arbitrario y tortura; a ayudar a los ciudadanos bielorrusos residentes en sus países que tal vez no dispongan de documentos de viaje válidos por no poder acceder a los servicios consulares; y a facilitar la expedición de visados turísticos a los ciudadanos bielorrusos perseguidos por sus actividades sindicales y a sus familiares, según proceda.

Por último, la Comisión decidió incluir los debates y conclusiones de la sesión especial en una sección aparte de su informe.

Président – Puis-je considérer que le projet est adopté ?

Je constate que l'honorable représentant du gouvernement du Bélarus, M^{me} Larysa Belskaya, a demandé la parole.

Government representative – The work of Committee is governed by Part 4 of the Standing Orders of the International Labour Conference. The provisions of Part 4 of the

Standing Orders apply to all Committees appointed by the Conference. Article 42 of the Standing Orders in particular provides that the Committee shall make every effort to reach a decision by consensus which is characterized by the absence of any objections raised by a Committee member as an obstacle to the decision in question. Thus, the absence of consensus is defined as an objection by one Committee member. In the event of an objection by more than one Committee member, the Officers cannot declare there is a consensus.

The discussion on the Belarusian case, during the Committee special sitting on 7 June, clearly demonstrated the lack of consensus in asserting the policy of the Government of Belarus in the labour and social sphere in the country, as well as the lack of consensus on the measures recommended by the ILO to the Government of Belarus and other partners.

At least a set of nearly 40 speakers gave a positive assessment of the national tripartite dialogue. More than a third in the dialogue noted Belarus' significant achievement in the development of tripartite partnership and ensuring the rights and interests of workers. A number of delegates calls on the Committee and the ILO to avoid politicization in the interaction with social partners of Belarus and to build bilateral engagement in a non-politicized manner within the ILO mandate.

The conclusions submitted for adoption by the Committee do not adequately reflect these aspects and mislead the Conference. On the contrary, this document does not even mention the tripartite dialogue existing in Belarus and does not call on the ILO to develop a dialogue with Belarus, focusing only on pressure on the Government.

Moreover, the conclusions contain a twisting and biased assessment of the Federation of Trade Unions of Belarus (FPB), which represents 4 million or 90 per cent of Belarusian workers.

The position of the Belarus tripartite delegation, as well as the FPB's genuine role in the long-lasting promotion and protection of the workers' rights, is completely ignored.

At the same time, the demand for the immediate release of some imprisoned activists and for the dropping of all charges against them is nothing more than an interference in national affairs.

The Government repeatedly and in detail informed the ILO Member States that these persons have been convicted of offences against the law and in no way related to their legitimate trade union activities. We consider this to be blatant manipulation in order to push discriminatory decisions against Belarusian workers, employers and the State in the ILO.

Chairperson, considering the obvious lack of consensus, the delegation of Belarus asks you to strictly follow the Standing Orders and requests to put to a vote the Committee's conclusions on the Special Sitting on Belarus. We also ask Member States to vote against these non-consensual conclusions which do not take into account the position of many delegations, including the tripartite delegation of Belarus, and which infringes on the interests of Belarusian workers and employers.

Président – Je vous remercie madame l'ambassadrice. Nous avons pris note de vos observations qui seront bien sûr reflétées dans le PV de la commission. Je voudrais évoquer l'article 42 du règlement de la Conférence internationale du Travail. Selon cet article, il m'incombe en tant que président de la séance et président de la commission de mettre tout en œuvre pour que les décisions de la commission soient prises par consensus. Le consensus n'est pas synonyme d'unanimité. Comme l'indique le règlement de la Conférence, il se caractérise par l'absence d'objection présentée par un délégué comme faisant obstacle à l'adoption de la décision en question. Cela étant dit, je tiens à rappeler que, depuis que la

commission adopte des conclusions sur des cas individuels, elle a toujours, à une exception près, adopté ces conclusions par consensus. Les divergences de vues étant systématiquement et pleinement reflétées dans son rapport. Sachant aussi que la position du gouvernement sera totalement reflétée dans le rapport, et à la lumière du point de vue dominant qui s'est exprimé pendant les discussions, puis-je en déduire que la commission est prête à adopter les conclusions qui s'affichent à l'écran?

Président – Je constate que l'honorable ambassadrice du Bélarus, M^{me} Larysa Belskaya, a demandé la parole.

Interpretation from Russian: Government representative – Thank you, Chairperson, for your efforts to achieve consensus. However, in the course of discussions, not only the delegation of Belarus, but a whole range of delegations expressed their non-acceptance of the recommended measures and their politicized nature and called for the non-politicization of cooperation with the Republic of Belarus. What we are seeing in the conclusions is in full contradiction with this. It not only fails to take it into account but fully contradicts it. Accordingly, Belarus requests that there be a vote on the conclusions on Belarus. All the interpretations of the absence of consensus, of correct or incorrect views, do not align with the clear formulation in the Standing Orders and the practice not only in the ILO, but in international organizations in general. So, I would repeat my request that the conclusions be put to a vote.

Président – Je vois que la délégation de la Fédération de Russie, M. Anton Markovskii, a demandé la parole.

Interpretation from Russian: Government representative – The delegation of the Russian Federation fully shares the assessment expressed by the Republic of Belarus we have just

heard. We support the request of the Republic of Belarus that the conclusions be put to a vote. And we would call on all delegations of good faith to vote against the conclusions.

Président –Je constate également que la délégation de la Chine, M. Wang, a demandé la parole.

Interpretation from Chinese: **Government representative** – We note that the draft conclusions have a lot of politicized content. This is opposite to positive and constructive communication. It is obvious that we lack consensus on this case. The draft conclusions are not a balanced reflection on the perspectives of all the parties. China supports the request of Belarus for a vote.

Président – Je vois que la délégation de la Pologne, M^{me} Renata Lemieszewska, a demandé la parole.

Government member – Poland – I speak on behalf of the **European Union and its Member States**. We attach great importance to the conclusions of the Committee being adopted by consensus, in line with the long-established practice of this Committee. We would like to stress that, according to paragraph 42 of the Standing Orders of the Conference, the Committee shall make every effort to take its decisions by consensus. Furthermore, document D1 on the work of the Committee clearly states in paragraph 32 that the conclusions regarding individual cases should reflect consensus recommendations.

Divergent views may be recorded in the Committee's proceedings and those who disagree with the recommendations have the opportunity to express their views on the record, ensuring full transparency without undermining collective decision-making.

We therefore urge all delegations to uphold this principle and to allow the conclusions to be adopted by consensus without any action that would jeopardize independence and the critical role of this tripartite Committee in the ILO supervisory mechanism.

Président – Je vois que la délégation du Canada, M^{me} Élise Hansbury, a demandé la parole.

Government member – Canada – I am speaking on behalf of the Governments of **Australia, Japan, the United Kingdom and Canada.**

We must once again take the floor today to deplore that the vote is being called.

Unfortunately, this vote is the second vote on the adoption of conclusions on the case of Belarus, breaking with the long-standing tradition of adopting conclusions by consensus in this Committee. We hold the work of the Committee in the highest regards. It is a critical element of one of the oldest and most well-respected supervisory system in the world.

The Committee is a unique mechanism in the multilateral system, providing a platform for Governments, Workers and Employers to share perspectives and guidance on how Member States might improve their efforts to comply with their obligations under international labour Conventions they have ratified.

We condemn in the strongest terms the disruption of the well-established working methods of this Committee at the expenses of enhancing implementation of international labour standards and protecting the rights of workers.

We call on those in support of the vote to re-examine their resort to voting here in this Committee and urge them to protect our working methods, to respect our working methods and the work jointly achieved by our social partners.

We wish to emphasize that the vote today is yet another aberration, not a precedent. We call on all constituents of the ILO to respect the strong social dialogue that takes place in this Committee.

Président – Je vois également que la délégation de la Norvège a demandé la parole.

Government member – Norway – Norway supports the statement made by EU.

Président – Je redonne la parole à présent à la délégation du Bélarus, M^{me} Larysa Belskaya.

Interpretation from Russian: **Government representative** – We have heard the arguments against a vote being held in the Committee, but we would insist that a vote be held on this issue.

It is clear to us that these conclusions have a political nature. The EU States, Canada and Norway were certainly behind the process of article 33 on Belarus. They call allegedly for the pursuit of constructive practices in the Committee. However, it is these countries that brought more than 17 packages of economic sanctions against Belarus, which harmed the interests of workers in our mining sector, in forestry and timber. These sanctions are blocking the provision in Belarus of medicines, and I could go on.

It is perhaps incorrect, almost indecent, to call for observance of the process when the measures that you have taken in part within the ILO are directed against the people and economy of Belarus. We therefore request a vote.

Président – Je vous remercie madame l'ambassadrice. Y a-t-il d'autres demandes de prise de parole ? Je constate que non. J'invite les deux vice-présidents à me rejoindre au podium.

J'informe les membres délégués de la commission qu'aucun consensus n'a été obtenu sur l'adoption des conclusions concernant la séance spéciale sur le Bélarus. En conséquence, je décide en accord avec les deux vice-présidents de procéder à un vote à main levée. En vue de la préparation de cette opération je propose une pause technique de 5 minutes.

(La séance est suspendue pour une courte pause.)

Président – Je vais à présent donner la parole au secrétariat en vue de l'organisation de l'opération du vote.

Coordonnatrice de la commission – Avant de procéder au vote, je vous informe que les membres du secrétariat vont passer parmi les allées pour vérifier les badges et s'assurer que les délégués gouvernementaux se trouvent bien devant la pancarte qui correspond à leur pays. Je vous demande de bien vouloir patienter un petit moment le temps que le secrétariat procède à cette vérification.

S'agissant du vote, il convient de rappeler tant les dispositions du règlement intérieur que l'usage. Seuls les membres titulaires de la commission peuvent voter.

D'après nos registres, les membres de la commission des pays suivants n'ont pas le droit de vote: la Papouasie-Nouvelle-Guinée, le Tchad, la République bolivarienne du Venezuela, Cuba, le Liban, l'État plurinational de Bolivie et la Guinée-Bissau. Par conséquent, le nombre de membres gouvernementaux pouvant voter aujourd'hui s'élève à 137.

En outre, lorsqu'un État Membre n'a pas accrédité le délégué des employeurs ou le délégué travailleur dans sa délégation, l'autre délégué non gouvernemental qui a été accrédité n'a pas le droit de vote, pas plus que les conseillers.

S'agissant des employeurs, le nombre de membres employeurs pouvant voter aujourd'hui s'élève à huit. Il en est de même pour les membres travailleurs. Ce nombre s'élève également

à huit. De manière à garantir que les trois groupes disposent des mêmes droits de vote, les voix sont multipliées par un coefficient de pondération. De ce fait, le résultat du vote sera exprimé par un nombre élevé.

Je rappelle que les décisions sont prises à la majorité simple des voix. En cas d'égalité des voix, la motion n'est pas adoptée. Le règlement intérieur fixe le quorum au 2/5 du nombre total des suffrages disponibles. Seuls les suffrages pour ou contre sont pris en considération dans le calcul du quorum. Lorsque le quorum n'est pas atteint, le vote n'est pas acquis et la motion tombe.

Le vote va se faire par groupe. Les gouvernements voteront en premier. Ils seront suivis des employeurs, puis des travailleurs.

Chaque gouvernement membre de la commission qui n'a pas perdu le droit de vote a une voix. De ce fait, si plusieurs délégués et conseillers d'un gouvernement sont présents dans la salle, seul l'un d'entre eux pourra voter en levant sa pancarte.

Plusieurs collègues du secrétariat vont nous aider à compter les voix. Chaque fois que j'appellerai un groupe à voter, mes collègues se déplaceront dans la salle pour compter avec exactitude toutes les mains ou pancartes levées. Veuillez garder votre pancarte levée jusqu'à ce que votre vote ait été compté.

Nous sommes maintenant prêts à procéder au vote. Permettez-moi de rappeler que nous votons sur l'adoption des conclusions concernant le Bélarus.

Je vais donc commencer par le groupe gouvernemental.

Les gouvernements qui souhaitent voter en faveur de l'adoption des conclusions concernant le Bélarus sont priés de lever leur pancarte. Merci de maintenir votre pancarte levée jusqu'à la fin du vote s'il vous plaît.

Les gouvernements qui souhaitent voter contre l'adoption des conclusions concernant le Bélarus sont priés de lever leur pancarte. Merci de maintenir votre pancarte levée.

Merci, vous pouvez baisser vos pancartes.

J'appelle maintenant les gouvernements qui souhaitent s'abstenir à voter. Merci de lever votre pancarte.

Je me tourne à présent vers le groupe des employeurs. Les employeurs qui souhaitent voter en faveur de l'adoption des conclusions concernant le Bélarus sont priés de lever la main ou leur pancarte. Vous pouvez maintenant baisser votre pancarte.

J'appelle maintenant les employeurs qui souhaitent voter contre l'adoption des conclusions. Merci de lever votre pancarte.

J'appelle désormais les employeurs qui souhaiteraient s'abstenir. Je leur demande de lever leur pancarte.

Je me tourne à présent vers le groupe des travailleurs. J'appelle les travailleurs qui souhaitent voter en faveur de l'adoption des conclusions concernant le Bélarus et leur demande de bien vouloir lever leur pancarte.

J'appelle à présent les travailleurs qui souhaiteraient voter contre l'adoption des conclusions et leur demande de bien vouloir lever leur pancarte.

J'appelle maintenant les travailleurs qui souhaiteraient s'abstenir et leur demande de bien vouloir lever leur pancarte.

Monsieur le président nous allons avoir besoin d'un petit moment pour vous donner le résultat du vote.

Président – Mesdames et messieurs je vais annoncer les résultats du vote sur l'adoption des conclusions concernant le Bélarus.

Les suffrages exprimés se répartissent comme suit:

- pour 2 584 voix,
- contre 72 voix,
- abstentions 112 voix.

Le quorum requis étant atteint, les conclusions concernant le Bélarus sont adoptées.

(Les conclusions sont adoptées.)

(The conclusions are adopted.)

(Las conclusiones fueron adoptadas.)

Président – Je donne la parole à présent à la représentante du gouvernement de Bélarus que souhaite prendre la parole.

Interpretation from Russian: **Government representative** – We thank the Chair for the close following of the procedure and for the efforts made to observe the approach reflected in the relevant provisions. We thank those delegations who supported our position and voted against, as well as those who abstained, because we understand the value of abstention and we understand the pressure being exerted on a range of governmental delegations. This decision against Belarus is a dead end, reflecting an unfair practice of pressure on the country. We call for a constructive spirit, which can become a basis and foundation of good trust and development. We call on the ILO, the Office and the tripartite constituents to open positive dialogue on an equal footing.

Président – Je vous remercie, Madame.

Le deuxième point à l'ordre du jour de ce matin est la discussion et l'adoption du projet du rapport général de la commission.

La séance est suspendue à 12 h 20.

The sitting was suspended at 12.20 p.m.

Se interrumpe la sesión a las 12.20 horas.

